

## Nkurunziza à Paris, dialogue politique à Bujumbura

RFI, 11 mars 2013 Burundi: visite de Pierre Nkurunziza en France alors que s'ouvre le dialogue avec l'opposition Le président burundais, Pierre Nkurunziza, entame ce lundi 11 mars une visite officielle en France dont le point d'orgue sera son rendez-vous avec le président français François Hollande, ce matin à l'Élysée. Parmi les sujets discutés : les relations bilatérales et le dossier du journaliste Hassan Ruvakuki. Cette visite coïncide avec l'ouverture ce lundi toujours au Burundi, du premier dialogue politique entre le pouvoir et l'opposition depuis la signature de l'accord de paix d'Arusha en 2000.

Au menu des discussions, tout d'abord la coopération bilatérale. Pierre Nkurunziza espère convaincre son homologue français de la nécessité d'augmenter l'aide de la France au Burundi. Autre dossier, celui de la guerre au Mali. Le Boko Haram qui est déjà engagé sur le territoire somalien fait des pieds et des mains pour envoyer au moins 800 hommes au sein de la Misma, ce qui n'est pas pour déplaire à Paris qui veut avoir le plus possible de pays africains engagés à ses côtés. Le dossier Ruvakuki Enfin, le dossier le plus délicat pour Bujumbura : celui du correspondant de Radio France internationale en swahili dans ce pays. Condamné en première instance à la prison perpétuelle, Hassan Ruvakuki a vu sa peine ramenée à trois ans de prison en deuxième instance. Geste de bonne volonté de la part des autorités burundaises : le journaliste a été libéré pour raison de santé juste avant la visite officielle de Pierre Nkurunziza en France. Ce n'est pas assez, estiment cependant ses nombreux soutiens en France qui demandent aux autorités burundaises au moins une libération conditionnelle pour quelqu'un qui n'a fait que son métier de journaliste. Alors que le président Nkurunziza effectue cette visite officielle en France d'abord au Burundi le premier dialogue politique entre le pouvoir et l'opposition depuis la signature de l'accord de paix d'Arusha en 2000. « Atelier » à Bujumbura L'objectif est d'éviter le fiasco des élections de 2010 qui a failli replonger ce pays, qui sortait de 13 ans de guerre civile, dans la violence en préparant des élections acceptables pour tous en 2015. Tout a donc été mis en œuvre par les organisateurs de ce dialogue politique, le premier depuis plus de dix ans au Burundi, pour préserver la susceptibilité des uns et des autres. Affublé du nom d'« atelier », ne pas heurter le gouvernement burundais, il est organisé sur un terrain neutre, dans les enceintes du bureau des Nations unies au Burundi, et sous l'égide des mères Nations unies, pour être acceptable aux yeux de l'opposition. Pendant trois jours, les principaux acteurs politiques burundais vont se pencher sur le processus électoral de 2010, boycotté par l'opposition pour en tirer des enseignements, qui devront leur permettre de constituer « une feuille de route crédible, pour la tenue d'élections inclusives, transparentes, libres et justes, en 2015 », selon un communiqué du Bnub (Bureau intégralement des Nations unies au Burundi). Le pouvoir burundais a donné des garanties sécuritaires aux leaders de l'opposition en exil. Grand absent de ces assises, le leader historique des ex-rebelles du FNL. Agathon Rwasa, en effet, a décliné l'invitation, mais il a envoyé un représentant qui est déjà sur place.